

Allocution du Professeur Salim Daccache s.j.
Recteur de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth

**L'Université Saint-Joseph
et son engagement pour la citoyenneté**

à l'occasion de la fête patronale de l'Université Saint-Joseph
Le samedi 18 mars 2017

À l'amphithéâtre Jean Ducruet s.j.
Campus des sciences et technologies – Mar Roukoz

Son Excellence Monsieur le Président de la République le Général Michel Aoun, représenté par Son Excellence Monsieur le Ministre Salim Jreissati,
Son Excellence Monsieur le Président du Conseil des ministres Saad Hariri, représenté par Son Excellence Monsieur le Ministre Marwan Hamadé,
Son Excellence Monsieur le Président Amine Gemayel,
Son Eminence le Patriarche Mar Béchara Boutros Al Raï, Patriarche d'Antioche et de tout l'Orient, représenté par son Excellence Monseigneur Hanna Alwan,
Son Excellence Monseigneur Gabriele Caccia, nonce apostolique,
Son Excellence Madame Nayla Moawad,
Vos Excellences Messieurs les Ministres et les Députés,
Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur de France Emmanuel Bonne,
Messieurs le Président et les membres du Conseil constitutionnel,
Messieurs le Président et les membres du Conseil supérieur de la magistrature,
Messieurs les membres du Conseil d'État,
Messieurs les Recteurs des Universités du Liban,
Révérend Père Supérieur provincial de la Compagnie de Jésus au Proche-Orient et au Maghreb,
Mesdames et Messieurs les Présidents d'ordres et les Présidents d'associations professionnelles,
Mesdames et Messieurs les Membres du Conseil stratégique de l'Université,

Mesdames et Messieurs les Vice-recteurs, le Secrétaire général,
les Doyens et les Directeurs,
Monsieur le Président de l'Hôtel-Dieu de France,
Monsieur le Président de la Fédération des associations des
Anciens étudiants de l'USJ,
Mesdames et Messieurs les présidents et membres des
Associations des Anciens étudiants,
Mesdames et Messieurs les représentants du personnel des
services généraux,
Mesdames et Messieurs les enseignants,
Mesdames et Messieurs les étudiantes et les étudiants,
Chers Amis,

(Introduction) : Pourquoi notre Université porte le nom de Saint Joseph ?

Pourquoi le pape François aime Saint Joseph ?

Pourquoi l'USJ aime ce saint ?

1. C'est un devoir du cœur et de l'esprit que de vous souhaiter la bienvenue, à vous toutes et tous, à cette 142^e fête de l'Université Saint-Joseph, fête patronale de notre Université, en cette année qui a vu d'une part le Liban reprendre, non sans peine, son souffle institutionnel et politique - nous avons ici même formulé cette requête lors des années passées - et qui a vu d'autre part le départ vers la Demeure éternelle de deux figures jésuites éminentes, celle du recteur émérite René Chamussy, serviteur dévoué de la mission de notre Université, et celle du Père Peter-Hans Kolvenbach, ancien Préposé général de la Compagnie de Jésus et bienveillant enseignant de linguistique et d'arménologie dans notre Université. Nous demandons à Saint Joseph, saint patron de la bonne mort, de les accueillir dans la bonté infinie de Dieu. C'est dans le contexte de cette prière à Saint Joseph que nous pouvons parler du bien-fondé du choix du nom de Saint Joseph comme saint patron pour l'université fondée en 1875 : en fait, en décembre 1870, fut promulgué par le pape Pie IX un décret qui institua Saint Joseph Patron de l'Église universelle ; en juillet 1871, un autre décret reconnaissait à Saint Joseph un culte supérieur à tous les autres saints. De ce fait, les pères jésuites de l'époque ne pouvaient qu'emboîter le pas pour que leur Université recueille les bienfaits que seul Saint Joseph pouvait communiquer à une institution établie dans un monde où les difficultés n'étaient pas occasionnelles. Aujourd'hui même, le Saint Père François n'hésite pas à nous orienter vers Saint Joseph au cœur même de la survenue de certains problèmes. Lors d'une rencontre avec les congrégations religieuses en février 2016 à Rome, il déclarait : « Sur mon bureau, j'ai une statue de Saint Joseph en train de dormir ; et en dormant il prend soin de l'Église ! » ; et il poursuivait ainsi : « Quand j'ai un

problème, une difficulté, j'écris un billet et je le mets sous la statue de Saint Joseph pour qu'il le prenne en charge et moi, dit le Pape, je vais dormir. Cela veut dire qu'il prie pour ce problème ! ». Nous aussi, moi aussi, continuons à nous tourner vers Saint Joseph pour qu'il porte avec nous tout problème qui peut nous angoisser afin qu'une solution soit trouvée pour le plus grand service de Dieu !

Excellence Monsieur le ministre de la Justice Maître Salim Jreissati,

C'est une réelle joie pour nous à l'Université de vous voir représenter le Président de la République à cette manifestation si chère à beaucoup de Libanais et d'Anciens étudiants de l'Université dont vous êtes le digne représentant. Votre présence ce soir est un témoignage d'appui pour la mission académique et nationale de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth. Que Son Excellence le Chef de l'État et garant de la pérennité de notre République, le Général Michel Aoun, soit remercié pour ce geste si précieux.

Chers Amis, c'est sous les trois titres suivants que j'expose mon allocution après une brève introduction :

Partie I. Le devenir citoyen, un ancien sujet qui occupe l'Université !

Partie II. Une vision actualisée de la citoyenneté : de la Charte de l'USJ de 1975 à une vision active de l'avenir.

Partie III. Le rôle de l'USJ : ses choix et ses actions pour construire la citoyenneté.

2. Saint Joseph, le saint le plus parfait parmi les saints, devait être aussi le meilleur citoyen, puisqu'il s'acquittait de ses devoirs citoyens en se faisant inscrire avec sa famille sur les registres d'Auguste César⁽¹⁾, ce qui nous introduit au cœur du sujet retenu pour notre réunion et pour cette allocution d'aujourd'hui : « L'Université Saint-Joseph de Beyrouth et son engagement pour la citoyenneté ! ». D'aucuns trouveront inadéquat qu'un tel sujet occupe la réflexion d'aujourd'hui, à un moment où les guerres autour de nous continuent de défrayer la chronique en causant leurs centaines de milliers de morts et de blessés, en envoyant sur d'autres terres et sur d'autres mers des millions de réfugiés, à un moment où il faut protéger les minorités chrétiennes et d'autres encore, et où le fanatisme, doublé de terrorisme, continue à faire ses ravages au niveau des corps, des âmes et des esprits et au moment où un vent de repli identitaire social et politique très étroit souffle sur le monde, annonçant comme une guerre de civilisations ! Toutefois, n'est-ce pas un devoir intellectuel et moral pour l'Université de regarder les réalités présentes et l'avenir de nos sociétés, assaillies par les divisions et les guerres fratricides, confessionnelles et communautaires, par le terrorisme aveugle, en guerre ou en sortant de guerre, en proie à une manipulation excessive de la religion pour des fins hégémoniques, politiques ou économiques ? Le Printemps arabe, qu'il ne faudra pas enterrer si vite, que ce soit par les régimes en place ou par des courants idéologiques et religieux ennemis de toute valeur humaniste, n'a-t-il pas été fondé, aux dires de Ridwane Al-Sayyid, sur des valeurs citoyennes comme « la liberté, la dignité, la justice, la transparence et l'alternance au pouvoir par des moyens démocratiques qui ne sont que des principes

(1) L'Évangile selon Saint Luc, 2, 4.

énoncés par les intentions de la Sharia » ?⁽²⁾ Chez nous, ici au Liban, laissera-t-on le seul discours politique, confessionnel, univoque et équivoque, l'emporter sur un vrai discours qui appelle à un comportement minimal de citoyenneté ? De plus, le vrai problème politique au Liban réside-t-il seulement dans la confection d'une loi électorale qui tarde à venir et qui fait de nous de simples clients et non des citoyens ? Le problème réside-t-il dans l'essai continu de recomposer la structure des pouvoirs politiques, inventer une nouvelle loi électorale ou bien n'est-ce pas celui d'une crise de l'engagement citoyen et de l'appartenance à une citoyenneté libanaise ? Ces questions, avec d'autres, constituent pour nous et pour une université comme la nôtre une exigence de la raison et du cœur qui nous pousse à réfléchir à l'une des nobles missions de l'Université, celle de former le citoyen d'aujourd'hui et de demain ; cette éducation citoyenne requiert un sentiment sans partage pour la patrie, ainsi qu'une connaissance et un respect des devoirs et des droits de chacun sans perdre de vue la vérité. L'USJ n'est-elle pas un haut lieu incomparable de la diversité sociale, religieuse et politique comme nous le rappelait Son Excellence Monsieur Hamadé, le ministre de l'Enseignement supérieur, un lieu de diversité qui est formateur au vivre-ensemble, à l'égalité devant les lois et à la citoyenneté ? De même, Son Excellence le Président de la République, lors de sa rencontre avec le Conseil restreint de l'Université à Baabda, ne nous a-t-il pas demandé de mettre l'accent sur la formation de la jeunesse à la citoyenneté et à la conscientisation politique pour que cette jeunesse participe à l'édification de l'État ? Retenons de tout cela que l'une des tâches fondamentales de l'Université est de réfléchir à la citoyenneté comme planche de salut pour notre nation.

(2) Cf. la conférence donnée en avril 2011 à la Faculté de médecine de l'Université Saint-Joseph par le Pr Al-Sayyid, Professeur des Études islamiques à l'Université libanaise et autorité sunnite autorisée, sous le titre suivant : « Les apports de l'Islam et des Musulmans à la civilisation planétaire ».

Partie I. Le devenir citoyen, un ancien sujet qui occupe l'Université !

Cette question de l'engagement pour la citoyenneté, et en l'occurrence la citoyenneté libanaise, a depuis toujours occupé les esprits des dirigeants de l'Université du fait que l'une de ses principales missions est de former des cœurs et des esprits, des personnalités d'hommes et de femmes qui doivent vivre en une même société libanaise, mais aussi celle de l'USJ, et la construire ensemble. Ceux-ci, en citoyens, malgré leurs différences et leurs diversités, ont pris l'engagement de vivre ensemble sous un même toit, en ayant les mêmes devoirs civiques et en jouissant des mêmes droits. Les liens de cette citoyenneté, disons-le d'emblée, ne sont jamais acquis d'une manière innée et ne sont jamais construits une fois pour toutes. La citoyenneté, subissant les mutations politiques, culturelles et sociales, se construit dans le temps de l'histoire, et donc sans cesse avec de nouvelles générations, car elle est élément d'intégration des étrangers, ce qui se passe parfois au Liban, mais elle bute principalement sur les effets des politiques et des appétits extérieurs, ce qui n'est pas rare non plus au Liban. L'Université Saint-Joseph s'est engagée à relever un défi majeur : contribuer à faire réussir la vie en commun des Libanais, autour des valeurs humaines, la liberté, la tolérance, la participation démocratique, le respect mutuel et le pluralisme, valeurs qui sont consignées dans sa Charte de 1975.

En matière d'engagement pour la citoyenneté, les recteurs successifs de l'Université n'ont pas manqué de déclarer leurs convictions. C'est ainsi que **le P. Jacques Bonnet-Eymard**, recteur de l'USJ de 1938 à 1945, dans le discours consacré à la formation « des hommes » qu'il prononça le 7 novembre 1943, c'est-à-dire au seuil de la déclaration de l'indépendance du Liban, s'était adressé au président Béchara el Khoury par les mots suivants : « Les hommes que vous voyez aux postes qui dirigent ce pays dans les voies de l'honneur, ce sont des

hommes capables de penser juste, des hommes épris d'idéal (et du devoir de service de la nation). Et ces hommes sont les fils (de l'Université Saint-Joseph) »⁽³⁾.

À ce discours, répondait quelques années plus tard une série de discours du **P. Victor Pruvot**, recteur de 1945 à 1951, sur l'Université et « la formation sociale de la jeunesse »⁽⁴⁾, « La personne au service de la communauté »⁽⁵⁾ et encore l'Université et « la formation du citoyen »⁽⁶⁾. Dans l'allocution de 1947, Pruvot invite le jeune à se former pour **penser socialement** avant tout, puis pour **sentir socialement** les malheurs des autres et enfin, **agir socialement** car toute charité en dehors de l'action demeure une pieuse revendication. L'Université se positionne ainsi en incitant l'étudiant à s'ouvrir à l'universel à partir de son appartenance sociale la plus proche. Dans l'allocution de 1949 sur la formation du citoyen, le P. Pruvot s'adresse au Président de la République d'alors, toujours Béchara el Khoury, lui disant qu'il voulait aborder la formation du citoyen. Le recteur Pruvot appelait les jeunes et les adultes à adopter une attitude de reconnaissance et de fidélité à leur patrie, le Liban, à dépasser le paganisme égoïste qui ferait de la patrie une terre où l'on gagne seulement de l'argent et où la vie est facile, à remplir leur devoir de connaître leur patrimoine dans sa diversité, en étudiant l'histoire de leur patrie, car « c'est l'histoire qui façonne progressivement le type d'humanité »⁽⁷⁾. Il ajoute que c'est une vérité de dire que la Nation est la fille de l'Histoire et qu'une communauté avisée doit toujours participer activement à faire l'histoire de son pays (pour qu'il soit le pays de tous), sinon elle s'exclut elle-même de son présent et de son avenir. Il termine son

(3) « Des hommes », Jacques Bonnet-Eymard, discours de la messe de la rentrée des Facultés p. 8.

(4) Discours prononcé le dimanche 5 novembre 1950 à la messe de la rentrée des Facultés.

(5) Discours prononcé le dimanche 9 novembre 1947 à la messe de la rentrée des Facultés.

(6) Discours prononcé le dimanche 6 novembre 1949 à la messe de la rentrée des Facultés.

(7) Discours 1947, p. 6.

discours par une prière : « Fasse le ciel que les jeunes Libanais, formés par cette maison, soient de bons citoyens, connaissant à fond leur pays et ses besoins sans ignorer les autres, aimant leur patrie d'un amour de prédilection et jusqu'au sacrifice, sans renoncer à la fraternité humaine».

Quelques années plus tard, le 27 octobre 1968, un autre recteur, **le P. Abdallah Dagher**, dans son allocution « Les jeunes s'interrogent »⁽⁸⁾, considère que le seul remède aux troubles de la société, tant française que libanaise, après les événements de mai 1968 en France, est la formation de l'esprit citoyen : « La jeunesse libanaise, entre les mains de laquelle sera demain le Liban, doit faire un choix difficile entre un Liban mercantile et féodal et un Liban qui élève très haut les valeurs, et n'admet pas d'autres critères que ceux de la compétence et de l'honnêteté ». Dans ce sens, notre recteur de 1968, devant son ami le président Charles Hélou, en appelait à l'éducation civique comme route d'engagement pour la citoyenneté ; selon lui, en effet, l'esprit civique n'est point inné, naturel ou spontané mais s'acquiert par une longue éducation. Cette action éducative prend en charge tout l'être pour le convertir en citoyen, surtout l'homme de clan qui ignore le citoyen⁽⁹⁾.

Ce n'est point un secret que la question de la citoyenneté, dans sa dimension philosophique, juridique et socio-politique, propre au Liban, sinon comme problème libanais, sera largement reprise, discours après discours, par **le recteur Jean Ducruet et le recteur Sélim Abou** tout au long de leurs mandats. Il suffit de citer les titres de quelques discours du **P. Ducruet**, « Reconstituer la société libanaise » (20 mars 1993), « Restaurer l'État au Liban » (19 mars 1994), « La formation des hommes en société » (18 mars 1995) pour comprendre son angoisse de voir le danger que représente le manque d'esprit de citoyenneté commune pour

(8) Discours prononcé le dimanche 27 octobre 1968 à la messe de la rentrée des Facultés.

(9) Ibid.

un pays comme le Liban menacé par tant d'intérêts politiques particuliers et par une absence du sens de l'État. L'apport de Jean Ducruet, qui fut un Libanais par adoption et par conviction, est fondamental par sa réflexion sur la nécessité de reconstituer les différents types de liens sociaux : en renforçant 1) les liens familiaux qui demeurent une richesse libanaise rien que par la solidarité entre leurs membres, 2) les liens entre les membres des communautés de travail qui sont supra-confessionnelles, 3) les liens au niveau de la ville qui est un lieu de socialisation et d'apprentissage de la vie sociale à grande échelle, 4) les liens sociaux entre les membres des différentes communautés confessionnelles qu'il faut regarder aussi comme des familles spirituelles et non seulement des confessions qui défendent les leurs en grignotant le territoire des autres, et en restaurant 5) les liens sociaux au niveau de la nation ; ces liens sont à proprement parler ceux de la citoyenneté, des liens davantage réfléchis, rationnels, volontaires et même contractuels. «La Nation (libanaise) n'est pas une communauté familiale élargie, une communauté de race, de langue, de culture ou de religion. Combien fallacieuses et dangereuses se sont avérées les nations construites sur l'unité de la race ou de la religion. Appartenir à une nation (comme le Liban) c'est avant tout accomplir un acte personnel de volonté, souscrire un engagement de vivre-ensemble en adoptant des règles communes, en envisageant un avenir commun »⁽¹⁰⁾. L'engagement en société peut faire le citoyen et permettre la constitution d'une société politique si trois conditions sont remplies.

La première condition est que la Nation profite de points d'ancrage communs et donc d'un sens « national » déjà bien ancré dans l'ensemble de la société libanaise sinon dans chaque communauté.

(10) Jean Ducruet, *L'Université et la Cité*, p. 17.

Mais cette vie sociale et ces points d’ancrage ont besoin, pour se maintenir, d’un système politique qui les conforte et les régisse ; telle est la deuxième condition. L’administration publique, au sens noble du terme, a pour mission d’intégrer ceux qui sont restés en périphérie, d’associer ce qui n’est pas homogène, et de sécuriser les plus fragiles de ses membres.

Faire mûrir cette citoyenneté ne peut se faire, en dehors d’une véritable pédagogie du civisme qui approfondit l’apprentissage de la vie sociale et le sentiment d’appartenance à une même nation ; telle est la troisième condition mise par Ducruet et, selon lui, ce sont tout naturellement les étudiants qui devront profiter de cette pédagogie et donc des programmes d’enseignement et de l’apprentissage de la citoyenneté.

Quant au recteur **Sélim Abou**, nous retrouvons sa pensée fondamentale sur la citoyenneté dans ses discours de la Saint-Joseph réunis sous le titre « Les libertés »⁽¹¹⁾, même si le thème est également développé dans d’autres ouvrages.

Il est vrai que les discours du recteur Abou comportaient des appels à la résistance, par la « parole », contre l’occupant syrien mais il était en même temps, dans ses discours, un pédagogue et un penseur qui a pris à sa charge, au sortir d’une guerre de type identitaire, d’aider les Libanais à répondre à la question fondamentale qui se pose à eux : comment vivre ensemble égaux dans leurs droits et leurs devoirs, et différents dans leurs appartenances communautaires ?

Pour répondre à cette question, le recteur Abou développe l’idée d’une « citoyenneté différenciée » qui repose sur trois principes : l’égalité des citoyens, la liberté des individus, et la reconnaissance institutionnelle de leurs appartenances communautaire et culturelle, ce qui constitue la particularité de la citoyenneté libanaise. Le danger c’est l’enfermement sur les allégeances confessionnelles qui mettrait en cause la liberté

(11) Sélim Abou, *Les libertés*, Presses de l’Université Saint-Joseph.

inaliénable des individus et qui laisserait le champ libre à une récupération des intérêts communautaires par les représentants politiques des communautés. La réconciliation à opérer entre nos différentes appartenances communautaires et le vivre-ensemble à (re) fonder avec l'autre, sont pour le P. Abou une condition indispensable au recouvrement de notre liberté. Pour lui, comme pour le Patriarche Sfeir, la bataille qui fut menée contre le régime syrien n'avait aucune chance d'aboutir si elle n'était pas menée dans le cadre d'une opposition pluricommunautaire.

Partie II. Une vision actualisée de la citoyenneté : de la Charte de l'USJ de 1975 à une vision de l'avenir

Cette pensée cumulative des recteurs précurseurs qui met l'accent sur l'engagement de l'Université pour la promotion d'une citoyenneté libanaise devient une philosophie politique de la citoyenneté et ainsi une voie à suivre. Elle trouve son aboutissement dans la Charte de l'Université, ce texte législatif qui fonde sa mission et sa vision, sinon l'action multiple qu'elle a menée et qu'elle ne cessera de mener. La Charte vient expliciter et renforcer les convictions déjà exprimées par les recteurs : en effet, si être citoyen implique une pleine participation aux décisions, la Charte prévoit le principe de participation de tous à l'œuvre universitaire. « La participation est une nécessité non seulement pour le climat de l'Université, mais pour le type de société qu'elle entend promouvoir (**article 7**). Normalement, le concept de citoyenneté dans notre monde est la réponse au pluralisme social et culturel, et même religieux, des sociétés, même si le pluralisme libanais, comme diraient certains, est bien différent des autres pluralismes car il fait partie de l'être même de la constitution du peuple libanais. La Charte parle ainsi du « pluralisme universitaire » qui a, « au Liban, un caractère spécifique » et « qui répond à la volonté de la Nation de sauvegarder et de développer la richesse de

sa personnalité culturelle ». De même, la Charte souligne la nécessité d'être une *Alma Mater* qui unit et qui ne sépare pas, un outil de renforcement de l'identité nationale et tient compte du pluralisme social libanais : « L'Université Saint-Joseph n'accepte pas d'être au service exclusif d'une classe sociale ou d'une communauté ethnique... Appartenant à une société donnée, elle espère cependant en être le ferment » (**article 6**). C'est dans ce contexte que le souci de la formation à la citoyenneté a toujours été celui de l'USJ : 1) dans une perspective juridique, c'est l'éducation à l'esprit et au comportement civiques, au respect absolu et à l'égalité des devoirs et des droits, à une juste liberté d'expression ; 2) dans une perspective sociale, c'est l'éducation au sentiment national et à l'appartenance citoyenne libanaise fondée sur l'appel au vivre-ensemble, sur le respect des différentes traditions spirituelles libanaises, et sur le pluralisme culturel ; 3) dans une perspective politique, c'est l'éducation à l'exercice démocratique, à la conscience du bien commun, et conjointement, à la liberté des communautés constitutives du Liban associée à la liberté de l'individu. Ce souci a toujours été et demeure de nos jours un axe permanent et un défi majeur de notre mission d'être université. Je voudrai dans ce sens citer l'un de nos meilleurs journalistes et analystes libanais qui a écrit : « Il est très rare de trouver dans l'histoire mondiale une expérience où une université ou deux ont été à l'origine de la création d'une nation comme cela s'est produit au Liban et pour le Liban. Les nations ont été édifiées suite à des révolutions et des guerres, les nations fondent des universités, au Liban ce sont l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, tournée vers la société libanaise, et l'Université Américaine de Beyrouth, tournée vers la société arabe, qui ont configuré la naissance de notre pays »⁽¹²⁾.

(12) Jihad el Zein, Journal *An Nahar*, N°26237, année 84.

De ce fait, ne sommes-nous pas au moins coresponsables de ce Liban pour parler de nouveau des valeurs sociales qui le fondent ? Aujourd'hui, plus que jamais, au moment où notre pays est menacé dans son environnement par des luttes confessionnelles des plus meurtrières, ne devons-nous pas, par fidélité à notre histoire académique, honorer notre mission nationale de souligner que l'État des citoyens libres est notre objectif en matière du service de l'Université à la collectivité. Voici les Anciens de l'USJ, par la voix de leur fédération d'associations, qui ont lancé leur nouveau logo accompagné de cette devise très explicite : « Devenons une force citoyenne pour le Liban » ! Et pourquoi ne pas ajouter : pour les autres sociétés, surtout celles qui nous entourent et là où des milliers d'anciens diplômés de notre université se sont installés. Voici que le texte de la vision de l'USJ pour 2025, l'année de son cent cinquantième anniversaire, élaboré par la communauté de l'USJ, réaffirme la promotion et l'acquisition d'une « culture citoyenne », soulignant que « l'acte éducatif, fort de la tradition pédagogique jésuite, portera sur la formation à la citoyenneté, par la médiation, et la formation au leadership »⁽¹³⁾.

Si nous continuons à croire que l'engagement pour la citoyenneté demeure une option ferme pour aujourd'hui et pour demain, cela vient du fait que nous croyons toujours que le Liban demeure un pays pionnier de la démocratie au Moyen-Orient. Nous savons tous qu'une fois les guerres terminées, les peuples devront se mettre à la recherche de modes de réconciliation et de conditions de vivre-ensemble. Car des éléments négatifs, et d'autres que nous connaissons, sont des facteurs de régression de notre appartenance citoyenne. Mais cela nous incite à ne pas baisser les bras mais à renouveler notre conviction que c'est l'État citoyen qui donne aux gens les raisons d'espérer et de sortir de la crise. La tâche n'est pas facile, mais elle sera

(13) Document interne à l'Université : *L'USJ vision 2025*, partie 2, La mission.

plus facile lorsque l'État peut compter sur les initiatives de la société civile active dans plus d'un domaine. Dans ce contexte, je voudrai donner la parole aux étudiants de l'USJ : cinquante d'entre eux, filles et garçons, ont été sollicités pour les besoins de cette allocution afin de donner leurs avis sur l'État de la citoyenneté au Liban. En voici quelques échantillons qui sont représentatifs de l'ensemble.

(Des étudiants témoignent : qu'est-ce que pour vous la citoyenneté aujourd'hui ?)⁽¹⁴⁾

Georges : « À mon avis, la citoyenneté au Liban n'existe presque pas, puisque la plupart des « citoyens » veulent leurs droits et ne font pas leurs devoirs. Chacun d'eux pense à ses intérêts et ne s'intéresse pas à son pays, ni à son entourage, ni à son environnement. En fait, le problème au Liban commence par nos politiciens qui, à leur tour eux aussi, ne pensent qu'à leurs intérêts ».

Zeinab : « La citoyenneté est devenue un rêve pour un grand nombre de Libanais. Le chômage et l'augmentation des prix sont un très faible point pour le Liban qui possède des personnes éduquées et vraiment créatives. Mais malgré tout nous l'aimons fort. Heureusement qu'il y a l'Armée libanaise qui assure la sécurité à tous les citoyens ».

Stéphanie : « La citoyenneté n'est pas appliquée au Liban à cause des courants politiques sectaires qui entretiennent les conflits entre eux. Les Libanais ont été loyaux depuis des centaines d'années, comme protecteurs de leur pays, contre le Mandat français et contre les occupations jusqu'au moment où les courants politiques sectaires ont tout déformé y compris la citoyenneté libanaise ».

Sarah : « La citoyenneté est le fait d'aimer notre pays, de travailler pour son bien et de prouver son appartenance. Je peux

(14) Cette série de témoignages a pu être recueillie grâce à la diligence du Service de la vie étudiante de l'Université et à son coordinateur Mlle Gloria Abdo.

être un bon citoyen en évitant la bigoterie et l'intolérance dans la politique ».

Abbas : « Comme étudiant, je vois que la citoyenneté n'est pas mise en application au Liban ; il y a de la citoyenneté, mais les partis politiques nous interdisent de l'avoir ».

Ahmed : « Au Liban la citoyenneté est nulle, à cause de la politique qui crée des inégalités sociales. Il y a aussi les religions qui n'aident pas la citoyenneté. Elles ne nous laissent pas avoir nos droits et savoir vivre. La politique crée un fossé social entre les Libanais, ce qui fait que les droits et les devoirs sont bafoués ».

Elissa : « Pas de citoyenneté au Liban parce que pas de conscience libanaise pour être de bons citoyens ».

Farah : « Il est minuit et je lance un appel. À la citoyenneté, au patriotisme. Un féminin et un masculin. Parce que pour moi, parler de citoyenneté sans parler de patriotisme c'est chercher midi à quatorze heures. Sans aimer la patrie, tellement glorifiée dans l'hymne national 'Tous pour la Patrie', comment être un bon citoyen ? »

Ghina : « La citoyenneté au Liban est nulle car nous vivons dans un pays où son peuple marche sur la voie de la politique associée à la religion, et ceci nous provoque beaucoup de problèmes. Le peuple libanais n'a plus confiance en la loi libanaise et ne la respecte plus, pour cela nous trouvons des problèmes partout.

Sans croire à l'État libanais, fruit des revendications du patriarche Hoayek, lors de la Conférence de la Paix de 1918, comment respecter ses obligations civiques ?

Sans avoir d'identité nationale collective, acceptée et célébrée par tous et par toutes, comment accepter réellement cette nation, comment respecter ses lois, comment s'arrêter lorsque le feu est rouge et démarrer lorsqu'il est vert ? ».

En regardant de près tous les contenus de ces témoignages qui seront publiés sur les réseaux d'informations de l'Université, l'on peut dégager les points suivants :

1. L'opinion de la majorité des étudiants est bien négative quant à l'état actuel de la citoyenneté. Elle est nulle, vide de sens, pauvre, inexistante, non appliquée, quoique certains étudiants disent qu'elle est bien vécue au niveau de l'université. Mais les étudiants, dans leur majorité, sont conscients du caractère particulier libanais du fait d'être citoyens, du fait que le Liban est une composante de plusieurs communautés et d'une diversité de cultures.

2. Selon eux, la citoyenneté est en panne pour plusieurs raisons : en premier, les divisions sectaires entre les courants et partis politiques qui bloquent l'exercice citoyen, le pluralisme politique étant mal vécu et mal partagé ; l'un d'eux n'hésite pas à qualifier la politique au Liban de saleté et d'impureté. La seconde raison est à leurs yeux, la manipulation de la religion par les politiciens pour leurs propres intérêts, ce qui approfondit la dissension et les désaccords entre les confessions religieuses et fait apparaître le Liban comme un champ de bataille entre elles. En troisième lieu, les étudiants remarquent que le Libanais est devenu bien individualiste ; oublie qu'il est citoyen, manque de la conscience nécessaire qu'il doit devenir un bon citoyen, cherche à ne préserver que ses droits et néglige ses devoirs envers les autres et envers l'État.

3. De même, les étudiants ont développé une idée négative de l'État qui est devenu l'État humiliateur car il n'assure pas de travail pour les jeunes, obligés d'émigrer. Si celui-ci ne remplit pas son rôle de vecteur de la citoyenneté, cela provient du fait qu'il est devenu l'otage des partis politiques.

4. Toutefois, nombreux sont les étudiants qui appellent à une éducation à la citoyenneté et qui ont confiance en cette éducation qui, si elle est pratique et fonctionnelle, est capable de convertir les individus en bons citoyens. Plusieurs fois, l'USJ est donnée en exemple d'institution éducative qui promeut une formation à la citoyenneté. Ainsi, l'USJ se déclare au service de la vie en commun, de la tolérance, de la diversité, et de la démocratie

au Liban. Nous découvrons ainsi que si les institutions libanaises sont paralysées, si la démocratie fonctionne mal et si les contre-pouvoirs sont inexistants, c'est bien à cause de l'absence d'éducation civique, de l'ignorance de la valeur de la participation citoyenne et du désengagement rationnel au profit du sectarisme et de l'exclusion.

5. Il est à noter, dans plusieurs témoignages, que la citoyenneté n'est pas un concept abstrait mais que ce dernier est bel et bien rattaché à un pays, à une patrie et à une nation. L'un des étudiants affirme que parler de la citoyenneté sans parler de patriotisme c'est chercher midi à quatorze heures. L'enjeu est de devenir citoyen dans un pays, le Liban, qui a ses particularités, et qui a été construit sur un acte de volonté commune de plusieurs communautés historiques, comme le couple qui s'engage par un contrat à fonder un foyer. C'est à travers l'appartenance à une identité nationale libanaise que la citoyenneté peut être exercée pleinement car c'est envers cette nation que je m'acquitte de mes devoirs et c'est cette nation qui donnera consistance à mes droits.

Je ne peux qu'être le porte-parole de nos jeunes étudiants pour dire que notre tâche à nous tous consiste à repérer les valeurs communes qui peuvent être à la base de notre citoyenneté libanaise, valeurs qu'il faut aller piocher dans les traditions spirituelles et humaines de notre terroir, ainsi que dans notre expérience historique de vie nationale depuis une centaine d'années, valeurs de respect mutuel, de tolérance, de considération du bien public, de solidarité, de vie familiale et d'hospitalité. Hier, l'Université al-Azhar n'a pas hésité à réunir des dignitaires et des autorités intellectuelles d'Égypte, du Liban et du monde arabe afin de proclamer tout haut, appuyée par des autorités chrétiennes, que seul l'esprit libre et citoyen est l'avenir de nos sociétés et que tous, musulmans et chrétiens, sommes égaux devant les lois et qu'il n'y a pas d'avenir pour nos sociétés sans la citoyenneté. Ne laissons pas les autres nous devancer sur ce terrain car la mission du Liban et des Libanais

est de porter tout haut les couleurs de la citoyenneté, de la convivialité et du pluralisme.

Partie III : Le rôle de l'USJ : ses choix et ses actions pour construire la citoyenneté

Si nous donnons un rôle décisif à l'Université pour être un creuset de citoyenneté, cela provient du fait que notre université, comme toute université accueillant une diversité sociale et culturelle, est une simulation du monde réel pour l'étudiant, où il découvre sa liberté, fait ses propres choix, assume ses responsabilités, rencontre des professionnels, s'engage dans des stages, et vit une gouvernance universitaire avant de se lancer dans le monde réel. L'Université est la première simulation du monde réel, différente de la famille et de l'école, avant que l'étudiant ne s'engage dans la vie citoyenne et publique. Elle est une médiation et un pont entre l'enfance protégée et le monde extérieur. C'est le moment où la citoyenneté responsable joue un rôle moteur pour développer des mécanismes d'ouverture inhérents à l'individu et le sensibiliser à l'unité sociale et à l'intérêt collectif. D'où le rôle important de l'Université pour la citoyenneté.

Notre université est un environnement divers, ou au moins elle devrait l'être, qui reflète la richesse de la diversité libanaise : richesse sociale, confessionnelle, etc. L'étudiant y rencontre d'autres étudiants venant de régions diverses du pays, de confessions diverses, de cultures diverses, de milieux socio-économiques divers, d'affinités politiques diverses et même d'autres pays. C'est là que l'on découvre les différences de tous genres, mais aussi le vrai besoin pratique de la vie en commun. C'est donc là, dans cette communauté universitaire plurielle, que la citoyenneté commence à prendre cœur et se manifeste dans le désir et la volonté de vivre-ensemble, la découverte des droits et des obligations de cette vie en commun ainsi que la nécessité de gérer intelligemment cette diversité.

Si l'Université prend à cœur la cause de la citoyenneté, cela implique qu'elle prend et prendra des actions afin de la promouvoir. Le risque est d'énumérer ces actions ou d'en faire une liste, ce qui n'est pas l'objectif de cette intervention. Il est important de citer des actions, mais ce qui est plus important c'est de dire le pourquoi de ces actions, sinon d'en identifier le sens et la portée pédagogique.

Je commencerai par dire que lancer des actions ou des projets pour construire une citoyenneté, à la libanaise, est à l'image des 12 travaux majeurs d'Hercule entrepris sur l'ordre de la déesse Eurysthée, sans parler de ses travaux mineurs ! Entreprise difficile mais pas impossible, parfois avec des moyens qui ne sont pas immenses ! Mais c'est toujours le fruit d'une réflexion afin d'implanter ces actions et de les rendre crédibles, efficaces et possibles ! Ces actions tentent de couvrir les 4 axes fondamentaux suivants de l'engagement citoyen :

1) L'axe académique : celui-ci qui s'est principalement traduit par l'établissement de cours optionnels fermés intitulés « Formation générale USJ »

À l'Université, l'étudiant acquiert des outils académiques indispensables à la continuation de la construction de la citoyenneté. Ce que l'Université a lancé comme formation générale, appelée dans toutes nos institutions « formation USJ », souligne que la philosophie, la sociologie, l'histoire du Liban, la citoyenneté, l'initiation au débat, et l'éthique sont indispensables pour une formation de la conscience libanaise de la personne et pour favoriser le débat culturel et socio-politique. Nous avons pris cette option parce que c'est à l'Université que l'engagement et la participation au débat public deviennent profonds et substantiels. Dans ce sens, je voudrai féliciter tous les laboratoires et centres de recherche, ainsi que toutes les ressources humaines de la recherche appliquée qui travaillent sans relâche afin d'implanter des projets à caractère scientifique, mais proches de la réalité. Je pense ici par exemple

au traitement des déchets, aux analyses, pour améliorer la qualité de la nutrition, aux travaux de recherche en génétique, mais aussi à l'action continue de Berytech, une initiative de l'USJ et sa couveuse de projets innovants. Des exemples qui exigent une haute conviction et une volonté de changement qui ont leur pertinence et leur visibilité.

C'est dans cette optique que l'Université n'a pas cessé de renforcer les études sur l'entrepreneuriat social et sur la responsabilité sociale des entreprises sachant que l'Université elle-même cherche à devenir un modèle dans son engagement pour l'action sociale et citoyenne.

2) L'axe de la formation politique : le Parlement des étudiants et le Club de débat

Le Parlement des étudiants est une réelle expérience commune et un espace d'échange et de respect mutuel dans la différence. Le Club de débat est aussi une plateforme de dialogue et de réflexion sur des questions souvent reliées à la sphère publique. La sensibilisation aux causes de l'environnement, les droits de l'homme, les causes sociales, la participation citoyenne électorale et d'autres sujets sont essentiels pour compléter la formation technique et la préparation à affronter la vie professionnelle. Celle-ci doit être accompagnée d'une formation citoyenne qui met l'accent sur le collectif afin de tempérer l'individualisme et le matérialisme qui sont développés dans la professionnalisation.

(La Journée de la Démocratie ou les élections des bureaux des Amicales)

Comme nous venons de le voir, les exemples de l'action de l'USJ en faveur de la citoyenneté ne sont pas minimes. Retenons toutefois, comme autre exemple, la Journée de la Démocratie qui est organisée afin de donner à plus de 12.000 étudiants leur droit d'être des citoyens et d'élire les responsables des bureaux des amicales. Si la décision fut prise, il y a deux ans, de suspendre les élections à l'Université, la raison venait du fait que

l'exercice même de l'acte citoyen était détourné de ses objectifs et mettait les acteurs eux-mêmes en danger. Toutefois, pourquoi cette insistance pour tenir des élections et pourquoi l'USJ doit relever le défi d'organiser des élections ? Parce que nous voulons demeurer ce symbole, avec sans doute d'autres institutions, que le Liban est un pays démocratique, libre et indépendant, enraciné dans son patrimoine oriental arabe et musulman, mais ouvert au monde et à la culture universelle qui construit l'humain dans l'homme. Ceci commence nécessairement par l'apprentissage de l'étudiant à la liberté, au jugement critique, au dialogue et au respect de la parole d'autrui. Apprentissage aussi que la violence n'est pas l'avenir de l'homme et que seule l'éducation libère des entraves de l'ignorance et de la violence. Dans le cas libanais, le danger est double : d'une part le danger vient d'un repli identitaire confessionnel qui exclut tout rapport à l'autre et d'autre part, le danger est celui de la manipulation ou le recours du politique à la religion afin de satisfaire ses intérêts par l'accès au pouvoir. La charte de l'étudiant citoyen que nous rédigeons actuellement avec les étudiants fixera le cadre de l'action des étudiants avant, pendant et après le processus électoral. Nous savons et des étudiants le savent fort bien, que les élections à l'USJ ne sont pas de toute pureté : nous avons un système à la proportionnelle dont le but est la représentation de la majorité et de la minorité, mais l'activité de certains comités mis en place est soit boycottée par la minorité, soit non prise au sérieux par les membres élus. La démocratie n'est pas un simple héritage ou une valeur universelle naturelle, elle s'acquiert par l'effort de devenir démocrate.

3) L'axe de l'engagement social : Le 7^e Jour comme modèle

L'USJ est ancrée dans le service à la société et c'est dans le cadre de l'Opération 7^e Jour lancée par le regretté recteur René Chamussy en juillet 2006, et d'autres projets similaires, que les étudiants vivent la citoyenneté, l'expérimentent dans un contexte différentiel, et la découvrent, bien au-delà des concepts

basiques acquis à l'école. Cette Opération, dix ans après, est devenue un modèle libanais de volontariat et de bénévolat au service de toutes les composantes de la communauté libanaise. Ce service de la collectivité consiste, pour l'étudiant et l'enseignant, à consacrer une partie de son temps et une part de son savoir et de son pouvoir à un service de la population, sans distinction, qui a besoin de moyens de vie ou de survie et de construction de soi ; veiller au bien-être des enfants, promouvoir la condition de la femme ; restaurer ou mettre en place des infrastructures de base dont des populations sont privées. Notre conviction, partagée par beaucoup d'autres est que l'Université, comptant sur son leadership, doit investir et investit continuellement dans ce service rendu à la collectivité surtout à l'égard des plus fragilisés de ses membres dans le but de la développer même s'il ne s'agit bien évidemment pas pour l'Université de se transformer en une ONG. Le but le plus important est de donner la possibilité à tout jeune étudiant de connaître les réalités sociales les plus difficiles, de les affronter et de lui donner ainsi la chance de rendre service à la société par des micro-projets humanitaires. Dans un contexte comme celui de la réalité libanaise où vivent deux millions de réfugiés et où tout est lié aujourd'hui à l'appartenance communautaire, apprendre à être citoyen, par cet engagement social, nécessite une sortie de soi vers un nouvel espace que j'appelle l'espace de la fraternité.

4) L'axe socio-culturel : Les Clubs d'étudiants

Les 35 clubs d'étudiants et les causes qu'ils sont en train de promouvoir sont de bonnes opportunités d'initiatives citoyennes et d'entrepreneuriat social. Reste à voir de près les mesures qui favorisent la citoyenneté des étudiants, en recommandant à notre Conseil de l'Université la prise en compte, d'une manière chiffrée, de l'engagement des jeunes dans des projets civiques et associatifs.

(Forum des initiatives citoyennes)

Notre Université connaîtra cette année la deuxième édition du « Forum des initiatives citoyennes », moment choisi durant lequel seront présentées et discutées les actions des étudiants relatives aux initiatives citoyennes, que celles-ci soient sociales, culturelles, écologiques ou humanitaires. L'édition 2017 de ce forum réunira des étudiants de l'Université Saint-Joseph et de l'American University of Beirut durant deux jours, le premier à l'AUB et le second à l'USJ au milieu du mois d'avril. Plus de deux cents étudiants de l'USJ y exposeront des actions sociales comme *Draw a Smile* avec les enfants cancéreux, la rénovation d'une maison de famille à Bourj Hammoud avec le club Rotaract, *Donner sang compter* pour le don du sang, le club laïque pour la participation des jeunes aux *mouzaharates*, le reboisement... Des activités culturelles comme *Daraj el Yesou3iyeh* qui s'impose comme un espace de libération des expressions artistiques et culturelles de nos étudiants mais surtout des élèves des établissements scolaires qui viennent faire connaissance avec le monde de l'Université. Il y a aussi le travail avec les réfugiés et le *Jesuit Refugee Service*, le tri des déchets, etc. Ce forum est un véritable acte d'éducation citoyenne et nous veillons à ce que cette éducation soit innovante, libre, entrepreneuriale et réaliste. L'étudiant fuit les moralisateurs et les concepts déconnectés de la réalité, mais saisira toutes les opportunités d'éveiller ses engagements citoyens, de faire la différence et de « forcer le destin à chaque carrefour ».

Au vu de cet ensemble d'activités, il sera judicieux de lire la philosophie qui les sous-tend, empruntant mes propos au témoignage du supérieur provincial Dany Younès suite à sa récente visite d'Erbil. Je le cite : « Ici à Erbil, la solidarité redessine les frontières des appartenances (des volontaires). Le coéquipier ne vient pas de ma tribu, nous sommes liés par la sueur plutôt que par le sang, par un langage commun qui n'est pas celui de la religion, sans que les convictions n'en soient forcément mises à mal. Le lien qui surgit surprend les personnes

impliquées elles-mêmes qui ne savent pas encore le dire. Ce qui est sûr c'est qu'on est étonné de la facilité avec laquelle on traverse des frontières qui semblaient infranchissables, et on découvre, on savoure même l'humanité de personnes qui était offusquée, réduite aux caricatures identitaires qui ne cachent plus leur fond de peur et de méfiance. Le nouveau lien social est celui de la vulnérabilité humaine plutôt que la solidarité tribale ».

(Des actions pour reconstruire l'État et réformer la politique)

Toutefois, ce souci de la promotion de l'éducation à la citoyenneté au niveau de l'institution universitaire et même scolaire ne peut se réaliser que si des actions, au moins à titre de signal, sont entreprises au niveau de la gouvernance de notre République :

1. La meilleure voie pour ancrer la citoyenneté implique la nécessité de reconstruire l'État exsangue ; cette reconstruction commence par l'éradication de la corruption, si l'on s'en tient aux discours du président de la République et du président du Conseil des ministres qui n'ont pas hésité à nommer un ministre chargé de la lutte contre la corruption pour la première fois au Liban. Les députés de la nation en font état tous les jours sur les pages des réseaux médiatiques. Mais jusqu'à présent, rien n'a été annoncé, ni au niveau symbolique, ni dans la réalité. Passer à l'action dans ce cadre devient vital tant les promesses et attentes sont grandes et l'espoir de mener à bien cette lutte contre la corruption pour la reconstruction du pays et de ses institutions est pressant. Et que l'on ne nous dise pas que la réforme peut être nuisible aux droits des communautés : ce n'est pas une excuse pour pérenniser l'état actuel des choses et rien n'est plus nuisible pour le vivre-ensemble, pour les communautés et pour l'esprit religieux, et pour la démocratie que de protéger la corruption et la spoliation de l'État. De même, imposer des impôts sans aucune tentative de réforme alors que la corruption est généralisée, ce n'est pas seulement injuste, mais c'est bien

dangereux, c'est une belle recette pour l'explosion sociale et l'émigration.

2. L'impasse politique n'est pas seulement la loi électorale, ni ses différentes configurations, allant de la formule orthodoxe, à la formule mixte ou à la proportionnelle. Il est vrai qu'il y a derrière chaque formule électorale des calculs. Mais dans le souci d'une éducation et d'une promotion de la citoyenneté libanaise, la loi électorale cache bien une autre problématique qui se résume à peu près dans la question suivante : quel est le prix que les Libanais sont prêts à accepter pour vivre ensemble, recréer une culture de paix ensemble et gérer le pays ensemble comme citoyens ? Quel est le prix que chaque responsable de l'État et chaque chef de parti sont prêts à payer afin de promouvoir la citoyenneté ? Être citoyen cela demande des modèles de citoyens exemplaires et qui d'autres que les grands de la politique, de la religion, de l'éducation et de l'administration peuvent donner le bon modèle ? Si aucune réforme réelle n'est mise en œuvre, il est fort probable qu'il n'y ait pas un changement politique et économique. Et cette crise à en croire les experts, risque de peser sur nos têtes pour les mois à venir. De par notre expérience à l'Université, nous constatons que le pouvoir d'achat du Libanais au Liban et même ailleurs ne cesse de se dégrader, témoin de cela le nombre illimité d'étudiants qui s'inscrivent d'année en année au programme des bourses universitaires et demandent de l'aide pour continuer leurs études.

3. Si la réforme du système politique est à prévoir, ce sera afin de défendre en premier la citoyenneté et de protéger le régime communautaire libanais devenu l'otage de la politique et de sa manipulation, ce qui implique le dialogue le plus large possible des forces vives de la nation afin d'impliquer surtout les jeunes et les énergies intelligentes de ce pays dans l'élaboration critique d'une vision du Liban à venir. Un dialogue non pour s'entendre sur le butin ... mais surtout pour voir comment établir l'harmonie de la société de demain et notamment comment aider les Syriens

déplacés à regagner leur pays en aidant à la reconstruction de la Syrie, plutôt qu'en étant des témoins passifs de cette présence massive de réfugiés qui réitère un autre problème majeur, celui des déplacés palestiniens.

Conclusion

J'aurais pu conclure cette allocution en citant Louis Joseph Lebreton, ce grand expert international, qui disait aux Libanais en 1961 : « Ce qui fait défaut au Liban, avant l'eau, l'électricité et les communications, c'est ce manque de communautés de travail qui se consacrent à l'intérêt commun et qui travaillent d'un esprit coopératif sur tous les plans afin de résoudre tous les problèmes au niveau économique et humain. Si une conversion ne se produit pas dans la mentalité de la jeune élite libanaise et si une révolution intellectuelle et morale ne se produit pas, le progrès sera fragile et le Liban ne pourra pas assumer son rôle à l'intérieur, comme facteur de cohésion, ni à l'extérieur, comme pôle de civilisation internationale »⁽¹⁵⁾. Il concluait : « Ce sera un signe de maladie si on laisse à d'autres entreprendre ce que nous devons faire par nous-mêmes ». Je peux rappeler aussi ce que disait l'imam Moussa al-Sadr, il y a une quarantaine d'années : « Au Liban, notre pays, le principal capital est l'homme, l'homme qui a écrit la gloire du Liban par ses efforts, ses migrations, sa réflexion et ses initiatives. Si d'autres pays ont encore, après l'homme, des richesses, notre richesse au Liban, après l'homme, c'est encore l'homme »⁽¹⁶⁾. Toutefois, comme un groupe de 11 étudiants de l'USJ de plusieurs facultés a récemment écrit l'histoire citoyenne libanaise par

(15) Louis Joseph Lebreton, *Besoins et possibilités de développement du Liban*. Étude préliminaire, 2 vol., Beyrouth, ministère du Plan, Mission Irfed-Liban, 1960-1961, vol. 2, pp. 476-477.

(16) Imam Moussa al-Sadr, *Les religions au service de l'homme*, Sermon prononcé par l'Imam Moussa al-Sadr à l'église des Capucins le 18 février 1975, pendant le Carême, Éditions al Buraq, 2015.

la sueur de leurs fronts et l'intelligence de leur travail exécuté ensemble pour la citoyenneté, je termine mon propos de ce soir par l'histoire de cette équipe de *Ta3a sob el fann* qui s'est engagée durant ces derniers mois dans une action résolue contre la violence et l'extrémisme par l'apprentissage de l'art auprès d'élèves d'écoles publiques de Tripoli et du Liban-Nord. Ghinwa, Isabelle, Ali, Charbel, Nadine, Léa, Gaëlle et d'autres ont pu, d'un seul cœur, quitter leur terre de Beyrouth pour aller découvrir un autre Liban et vivre un temps avec ses jeunes. Dans leurs témoignages présentés il y a une semaine lors d'une cérémonie à la Faculté des lettres et des sciences humaines de l'USJ, ils parlaient de leur action qui a certes changé des sentiments et des comportements violents chez les jeunes mais aussi changé leur propre cœur et leurs propres attitudes. Le signe de ce changement, c'était l'enthousiasme et l'émotion accompagnée de quelques larmes, le signe de ce changement c'est qu'ils ont inscrit leur action et projet dans un concours international sur le combat contre l'extrémisme à côté de quelques 150 universités. L'action fut retenue pour la finale, qui a eu lieu à Washington, et je voudrai que l'on salue leur exploit puisqu'ils ont gagné le concours et ont occupé la première place avec bravoure et compétence.

Chers Collègues et Amis, ces actions et d'autres, alliées à l'excellence des diplômés, font de cette Université qui s'appelle l'USJ une voie à prendre et une école pour la vie, et non pas seulement une institution de laquelle on obtient des diplômes. Notre but sera toujours de réaliser une différence positive pour le diplômé et pour la société, pour le futur d'un Liban des valeurs humanistes et spirituelles, solidaire, libre et citoyen et pour le futur de notre région arabe et au-delà, prospère et réconcilié avec lui-même, doté de tolérance, de confiance en soi et de vivre-ensemble.

Vive l'Université Saint-Joseph de Beyrouth,
Vive le Liban.